

# ÉGALITÉ DES GENRES ET DÉVELOPPEMENT

## Idées forces

### L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES EST IMPORTANTE POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'égalité entre les hommes et les femmes est un objectif de développement fondamental en soi. Elle est aussi un atout pour l'économie. Une plus grande parité hommes-femmes peut accroître la productivité, faire bénéficier la génération suivante de meilleures conditions de vie associées au développement et rendre les institutions plus représentatives.

- **Gains de productivité.** À l'échelle mondiale, les femmes constituent maintenant 40 % de la population active, 43 % de la main-d'œuvre agricole et plus de la moitié des étudiants universitaires. La productivité augmentera si leurs qualifications et leurs compétences sont utilisées dans une plus large mesure. Par exemple, si les agricultrices avaient le même accès que les hommes aux engrais et à d'autres facteurs de production, le rendement du maïs serait plus élevé de presque un sixième au Malawi et au Ghana, et l'élimination des obstacles qui empêchent les femmes de travailler dans certains secteurs ou d'exercer certaines professions pourrait accroître la productivité du travail à hauteur de 25 % dans certains pays.
- **Amélioration de la situation pour la génération suivante.** Permettre aux femmes de contrôler dans une plus large mesure les ressources du ménage peut améliorer les perspectives de croissance des pays en modifiant la structure des dépenses au profit des enfants. Une relation a en outre été détectée entre l'amélioration du niveau d'instruction et de l'état de santé des femmes, d'une part, et le bien-être de leurs enfants dans des pays aussi différents que le Brésil, le Népal, le Pakistan et le Sénégal.

- **Processus de prise de décision plus représentatif.** L'égalité entre les hommes et les femmes est également importante pour la société en général. Donner aux femmes les moyens de participer activement à la vie économique, politique et sociale peut entraîner un réaménagement des choix stratégiques et élargir l'éventail des membres de la société représentés par les institutions. En Inde, l'habilitation des femmes au niveau local s'est traduite par une augmentation de la fourniture des biens publics, tels que l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement, qui revêtent le plus d'importance pour les femmes.

### LE DÉVELOPPEMENT FAIT DISPARAÎTRE CERTAINES DISPARITÉS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ...

Les domaines dans lesquels les inégalités au détriment des femmes et des filles ont diminué le plus rapidement au cours des 25 dernières années sont, notamment :

- **La scolarisation.** Les disparités entre les garçons et les filles dans le primaire ont disparu dans presque tous les pays. Dans le secondaire, les écarts se comblent rapidement et la situation s'est même inversée dans de nombreux pays, en particulier en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie de l'Est — et ce sont maintenant les garçons et les jeunes hommes qui affichent des taux de scolarisation moins élevés. Dans le monde en développement, les filles sont à présent plus nombreuses que les garçons à poursuivre des études secondaires dans 45 pays et plus de jeunes femmes que de jeunes hommes sont inscrites dans l'enseignement supérieur dans 60 pays.
- **L'espérance de vie.** Depuis 1980, les femmes vivent plus longtemps que les hommes dans toutes les



régions du monde. Dans les pays à faible revenu, les femmes vivent maintenant 20 ans de plus en moyenne qu'en 1960.

- **Le taux d'activité.** Plus d'un demi-milliard de femmes sont entrées dans la population active au cours des 30 dernières années, la proportion de femmes ayant un emploi rémunéré ayant augmenté dans la majeure partie du monde en développement. Cela s'explique en grande partie par la réduction sans précédent de la fécondité dans des pays en développement aussi différents que le Bangladesh, la Colombie et l'Iran.

### ... MAIS D'AUTRES DISPARITÉS SUBSISTENT

Les disparités entre les hommes et les femmes perdurent dans de nombreux domaines, même dans les pays riches. Les plus persistantes et les plus criantes sont, notamment :

- **Le surcroît de mortalité des filles et des femmes.** le surcroît de mortalité féminine est plus élevé dans de nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire que dans les pays riches. Le déficit est estimé à environ 3,9 millions de filles et de femmes âgées de moins de 60 ans, chaque année. Environ les deux cinquièmes d'entre elles ne parviennent pas au stade de la naissance, un sixième meurent dans leur petite enfance et plus d'un tiers décèdent durant leurs années reproductives. Leur nombre s'accroît actuellement en Afrique subsaharienne, en particulier pour les fillettes et pour les femmes en âge de procréer, ainsi que dans les pays les plus touchés par l'épidémie de VIH/SIDA.
- **Les disparités dans la scolarisation des filles.** Malgré les progrès accomplis de manière générale, les taux de scolarisation primaire et secondaire des filles restent bien inférieurs à ceux des garçons dans les populations défavorisées de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et dans certaines régions d'Asie du Sud.
- **Les inégalités dans l'accès aux opportunités économiques.** Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler au sein du ménage sans être rémunérées ou dans le secteur informel. Les agricultrices exploitent habituellement des parcelles de taille plus réduite et pratiquent des cultures moins rentables que les hommes. Les femmes entrepreneurs ont des entreprises plus petites et opèrent dans des secteurs moins rentables. Il s'ensuit que, partout, les femmes gagnent en général moins que les hommes.
- **L'influence inégale des hommes et des femmes sur les décisions des ménages et au sein de la**

**société.** Dans de nombreux pays, les femmes, en particulier les femmes pauvres, participent moins à la prise de décisions et ont moins de contrôle sur les ressources de leur ménage. Dans la plupart des pays, les femmes sont en outre moins impliquées que les hommes dans la sphère politique et sont sous-représentées aux niveaux supérieurs.

### COMPRENDRE LES RAISONS DES PROGRÈS ET DE LA PERSISTANCE DES DISPARITÉS

*La progression des revenus ne permet pas, à elle seule, d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes à tous les égards.* En fait, dans les domaines où les disparités ont rapidement diminué, les progrès observés s'expliquent par la manière dont les *marchés* et les *institutions* — *formelles et informelles* — ont opéré et évolué, dont la croissance s'est effectuée et dont ces différents facteurs se sont concrétisés au niveau des décisions des ménages. Dans le cas de l'éducation, par exemple, l'augmentation des revenus (qui a permis d'assouplir les contraintes budgétaires), les marchés (qui offrent de nouvelles opportunités d'emplois aux femmes), et les institutions formelles (qui ont élargi l'accès à l'école et réduit le coût de la scolarité) ont conjugué leurs effets pour influencer les décisions des ménages en faveur de l'éducation des filles et des jeunes femmes dans une large gamme de pays.

*Les disparités entre les genres persistent dans les domaines où les filles et les femmes sont défavorisées à d'autres égards.* Les femmes pauvres vivant dans des régions pauvres continuent d'être largement défavorisées par rapport aux hommes. Les disparités sont encore plus marquées lorsque la pauvreté conjugue ses effets à ceux d'autres formes d'exclusion telle que l'isolement, le groupe ethnique ou un handicap. Par exemple, au Viet Nam, les femmes appartenant à une minorité ethnique accouchent dans 60 % des cas sans avoir reçu de soins prénatals, soit le double de la proportion enregistrée pour les femmes appartenant à l'ethnie Kinh, qui est majoritaire.

*Les marchés, les institutions et les ménages peuvent également conjuguer leurs effets pour ralentir les progrès.* Les disparités entre les genres au niveau de la productivité et des gains, par exemple, sont généralisées. Elles tiennent aux différences dans l'emploi du temps des hommes et des femmes (qui résultent de normes sociales profondément enracinées concernant les travaux ménagers et les soins à la famille), aux droits régissant la propriété et le contrôle des terres et des actifs, et au mode de fonctionnement des marchés et des institutions formelles, qui défavorisent les femmes.

***La mondialisation peut avoir un impact positif.***

Dans le contexte actuel de la mondialisation, des forces telles que l'ouverture du commerce et la généralisation de technologies de l'information et des communications meilleur marché offrent la possibilité de réduire les disparités entre les hommes et les femmes en reliant ces dernières aux marchés, en faisant évoluer les attitudes et les normes régissant les relations entre les hommes et les femmes, et en encourageant les pays à promouvoir l'égalité des genres. Leur impact sera toutefois limité en l'absence d'interventions publiques efficaces au niveau national.

## **ACTIONS PUBLIQUES PRIORITAIRES AU NIVEAU NATIONAL**

Les responsables de l'action publique dans les pays en développement devront viser principalement les disparités entre les genres : dont la réduction pourrait avoir le plus d'impact sur le développement ; sur lesquelles l'augmentation des revenus n'a, à elle seule, guère d'effets ; et pour lesquelles un réaménagement des stratégies serait le plus profitable. Ces actions prioritaires consistent à :

- S'attaquer au problème du surcroît de mortalité des filles et des femmes et éliminer les inégalités à l'encontre des filles qui peuvent persister dans le domaine de l'éducation.
- Éliminer les disparités dans l'accès aux opportunités économiques et, partant, combler les écarts entre les niveaux de rémunération et la productivité des femmes et des hommes.
- Réduire les disparités entre l'influence des hommes et celle des femmes au sein du ménage et dans la société.
- Lutter contre la perpétuation des disparités entre les hommes et les femmes d'une génération à la suivante.

Il est essentiel de mener une action publique intérieure ciblée et durable pour favoriser la parité hommes-femmes. Pour être efficace, ces actions devront en outre être axées sur les causes profondes des disparités entre les genres. Dans certains domaines, tels que la mortalité maternelle, les pouvoirs publics devront s'attaquer à l'obstacle primordial à tout progrès (les carences des institutions chargées de la prestation de services). Dans d'autres, comme les disparités dans l'accès aux opportunités économiques, des mesures devront être prises pour s'attaquer aux multiples obstacles érigés par le fonctionnement des marchés et des institutions qui limitent les progrès. Dans ce cas, les responsables de l'action publique devront établir l'ordre de priorités s'employer à éliminer ces obstacles simultanément ou successivement.

- ***Pour réduire le surcroît de mortalité des filles et des femmes*** durant la petite et la première enfance et durant les années reproductives, il est essentiel d'améliorer la prestation de services (en particulier l'approvisionnement en eau potable, les services d'assainissement et les soins maternels). Le Viet Nam a pu réduire le surcroît de mortalité des filles en améliorant l'accès à des sources d'eau potable et à des services d'assainissement. La Turquie, quant à elle, a réduit la mortalité maternelle en améliorant la prestation de soins de santé et en accordant une attention particulière aux femmes enceintes.
- ***Pour réduire les disparités qui persistent dans le domaine de l'éducation***, il importe de prendre des mesures pour élargir l'accès des filles et des jeunes femmes à l'éducation lorsqu'elles sont marginalisées par leur pauvreté, leur groupe ethnique ou leur situation géographique, et pour aider les garçons lorsque les disparités entre les genres se sont inversées. Les transferts monétaires subordonnés à la fréquentation des établissements scolaires sont souvent un moyen efficace d'atteindre ces groupes. Le Pakistan a eu recours à de tels transferts pour scolariser les filles de familles pauvres tandis que la Jamaïque les a utilisés pour garder les garçons à l'école.
- ***Pour réduire les disparités entre les niveaux de rémunération et la productivité des femmes et des hommes***, il faut poursuivre un ensemble de mesures visant les différents obstacles qui réduisent dans une mesure disproportionnée l'accès des femmes aux opportunités économiques. Selon le contexte, il s'agit de mesures visant à :
  - Donner du temps aux femmes en les faisant bénéficier de services de garderie d'enfants, comme en Colombie où les mères qui ont un emploi peuvent bénéficier de programmes de garderie d'enfants subventionnés, et en améliorant les infrastructures comme le fait l'Afrique du Sud dans le cadre de son programme d'électrification rurale.
  - Élargir l'accès des femmes aux ressources productives, en particulier la terre, comme en Éthiopie où les titres de propriété des terres sont établis au nom des deux conjoints, et le crédit, comme au Bangladesh.
  - S'attaquer aux problèmes d'information et aux dispositions institutionnelles qui défavorisent les femmes. Les mesures prises comprennent notamment l'imposition de quotas ou la mise en place de programmes de placement comme en Jordanie, ou la lutte contre la discrimination envers les femmes dans les institutions chargées de la prestation de services, notamment de vulgarisation agricole, grâce aux interventions de groupes féminins d'auto-assistance, comme dans l'État indien d'Orissa.

- ***Pour réduire les disparités entre l'influence des hommes et celles des femmes au sein du ménage et dans la société***, des mesures doivent être prises pour lutter contre les effets conjoints des croyances et des normes sociales, améliorer l'accès des femmes aux opportunités économiques, le cadre juridique, le niveau d'instruction et les qualifications des femmes :
  - Afin de donner aux femmes la même voix au chapitre qu'aux hommes au sein du ménage, il est particulièrement important de prendre des mesures qui accroissent le contrôle que les femmes peuvent exercer sur les ressources du ménage et de promulguer des lois qui permettent aux femmes d'accumuler des biens, notamment en renforçant leurs droits de propriété. C'est ce qu'a fait récemment le Maroc en réformant le droit de la famille pour donner aux femmes les mêmes droits de propriété que leur maris sur les biens acquis durant le mariage.
  - Pour accroître la mesure dans laquelle les femmes peuvent se faire entendre au sein de la société, il est possible de prendre des mesures consistant notamment à établir des quotas assurant la représentation des femmes dans les instances politiques, comme l'ont fait de nombreux pays du monde entier, à promouvoir et à former de nouveaux chefs de file féminins et à accroître la participation des femmes aux activités de groupes tels que des syndicats et des associations professionnelles.
- ***Pour lutter contre la perpétuation des disparités entre les hommes et les femmes d'une génération à la suivante***, il est important de travailler avec les adolescents et les jeunes adultes car c'est à ce stade qu'ils prennent les décisions qui détermineront les qualifications qu'ils acquerront, leur état de santé futur, leurs perspectives économiques et leurs aspirations. Les interventions doivent donc viser principalement à :
  - Renforcer le capital humain et social (notamment dans le cadre de programmes de transferts monétaires comme au Malawi), et améliorer les informations sur le rendement de l'éducation et les programmes d'éducation sanitaire qui contribuent à garder les garçons à l'école en République Dominicaine.
  - Faciliter le passage de l'école au milieu du travail par le biais de programmes de formation professionnelle et d'aptitude à la vie quotidienne, comme en Ouganda.
  - Faire évoluer les aspirations notamment en donnant en exemple des femmes pouvant

servir de modèles comme les dirigeantes politiques en Inde qui remettent en question les normes sociales en vigueur.

## LE RÔLE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Si la poursuite d'une action nationale est essentielle, la communauté internationale peut également jouer un rôle en complétant les efforts nationaux dans chacun de ces quatre domaines d'action prioritaires et, de manière plus générale, en soutenant la poursuite d'interventions publiques basées sur des éléments concrets grâce à l'apport de meilleures données, l'évaluation des impacts et l'apprentissage.

- Sur certains fronts, comme les disparités entre les genres dans l'éducation, il sera nécessaire d'ajuster l'appui actuel, par exemple en s'assurant que l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous bénéficie aux filles et aux garçons défavorisés, ou en poursuivant les efforts actuels, notamment dans le cadre des partenariats axés sur les adolescentes.
- Dans d'autres domaines, il sera nécessaire de prendre des mesures nouvelles ou supplémentaires sur de multiples fronts — associant des financements additionnels, des efforts concertés pour promouvoir l'innovation et l'apprentissage, et des partenariats plus efficaces.
  - Les financements doivent plus particulièrement aider les pays les plus pauvres à réduire le surcroît de mortalité des filles et des femmes (par le biais d'investissements dans l'approvisionnement en eau potable, les services d'assainissement et les services de santé maternelle) et à éliminer les disparités persistantes entre les filles et les garçons dans le domaine de l'éducation.
  - Un appui plus important doit être donné, en particulier, à l'amélioration et à la disponibilité de données sexospécifiques et à la mise à l'essai et à l'évaluation systématique des mécanismes conçus pour élargir l'accès des femmes aux marchés, aux services et à la justice.
  - Les partenariats doivent être élargis pour inclure, outre les institutions publiques et les organismes de développement, le secteur privé, les organisations de la société civile et les institutions universitaires des pays en développement et des pays riches.